



REPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité-Travail-Progrès
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE



SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE LA SANTE
DE LA REPRODUCTION
DIRECTION DES IMMUNISATIONS

Formulaire de demande de
Soutien pour la plateforme d'optimisation d'équipement de
la chaîne du froid du Niger
Pour 2020

Date du document : Juillet 2020

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> Formulaire de demande d'ECF </div>	<p>Objet de ce document :</p> <p>Ce formulaire de demande doit être rempli afin de solliciter un soutien pour une plateforme d'optimisation d'ECF.</p> <p>Les demandeurs sont tout d'abord tenus de lire les directives : « Directives pour la demande » et « Comment demander un nouveau soutien à Gavi ». Les demandeurs doivent ensuite remplir le formulaire de demande et le soumettre par e-mail à proposals@gavi.org.</p>
<div style="text-align: center;">   </div>	<p>Ressources disponibles pour aider à remplir ce formulaire de demande :</p> <p>un guide technologique consacré au choix de l'équipement pour les pays qui souhaitent faire une demande de soutien de plateforme d'optimisation d'ECF est disponible ici : www.gavi.org/support/hss/cold-chain-equipment-optimisation-platform/</p> <p>De nombreuses ressources techniques, en lien avec la gestion de l'équipement de la chaîne du froid pour les vaccins, sont disponibles sur TechNet-21 : www.technet-21.org/en/resources/cold-chain-equipment-management</p>
<p>Liens internet et contacts :</p> <p>Tous les documents de demande sont disponibles sur la page internet « Demander un soutien au titre de la plateforme d'optimisation des équipements de la chaîne du froid » de Gavi : http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/cceop/. Pour toute question relative aux directives de demande, merci de prendre contact via countryportal@gavi.org ou auprès de votre gestionnaire de programme pays (CSM).</p>	

<div style="text-align: center;">  </div>	<p>Les pays sont informés que, en fonction des recommandations issues de la réunion de le CEI, les montants finaux approuvés peuvent différer de ce que les pays ont demandé.</p> <p>Le montant final approuvé dépendra de la disponibilité des fonds.</p> <p>Gavi fera en sorte d'offrir aux pays leur modèle de 1^{er} choix. Cependant, il se pourrait également que les pays reçoivent soit leur 2^{ème} ou 3^{ème} choix en fonction des équipements sélectionnés dans le modèle de budget (Colonnes CA et CB).</p>
--	---

SOMMAIRE

Partie A : Informations concernant le demandeur	3
Partie B : Pièces jointes obligatoires : Stratégies et plans nationaux	4
Partie C : Analyse de la situation et soutien demandé	8
Partie D : Phase de soutien initial	20
Partie E : Phase de soutien accru	30
Partie F : Modèle de budgétisation	34
Partie G : Cadre de performance.....	36

Partie A : Informations concernant le demandeur

1. Informations concernant le demandeur	
Pays	Niger
Date	17/07/2020
Nom du contact	Dr Souley Rabi Maitournam
Adresse e-mail	mairabi@yahoo.fr
Numéro de téléphone	(00227)96995878
Financement total demandé à la plateforme d'optimisation de l'ECF (US \$)	<p>Ce montant doit correspondre exactement au budget demandé dans le modèle intégré.</p> <p>\$ 2,122,046</p> <p>Budget total de Gavi : \$1,673,224</p> <p>Budget total du pays : \$ 448,822</p>
Votre pays dispose-t-il actuellement d'une subvention RSS de Gavi approuvée ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Indiquez la dernière année anticipée de soutien RSS : 2022
Date de début proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation d'ECF (merci de noter que la date de début actuelle doit être distante d'au minimum 8 à 10 mois de la date de la demande) :	Indiquer le mois et l'année de la date de début prévue pour l'allocation, basés sur le plan de déploiement stratégique : Juin 2021
Date de fin proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation de l'ECF :	Indiquer le mois et l'année de la date de fin prévue pour l'allocation, basés sur le plan de déploiement stratégique : Décembre 2022
<p>Signatures</p> <p>Inclure la validation de la demande de plateforme d'optimisation de l'ECF signée (et officielle) par :</p> <p>a) le ministère de la Santé et le ministère des Finances (<u>ou les autorités déléguées</u>)</p> <p>b) les membres du forum de coordination (CCSS/CCIA ou organisme équivalent)</p>	<p>Nous, soussignés, affirmons que les objectifs et les activités de la proposition de plateforme d'optimisation de l'ECF Gavi sont parfaitement alignés sur le plan stratégique national de santé (ou son équivalent) et que les fonds pour la mise en œuvre de toutes les activités, y compris les fonds nationaux et tout investissement conjoint requis, seront inclus dans le budget annuel du ministère de la Santé :</p> <p>Ministère de la Santé (ou autorité déléguée) Ministère des Finances (ou autorité déléguée)</p> <p>Nom : _____ Nom : _____</p> <p>Signature : _____ Signature : _____</p> <p>Date : _____ Date : _____</p>

PARTIE B : PIÈCES JOINTES OBLIGATOIRES : STRATEGIES ET PLANS NATIONAUX

Cette section fournit une liste des stratégies, plans et documents nationaux en lien avec la chaîne d'approvisionnement et le soutien demandé, qui doivent être joints à la demande.

	<p>Tous les documents indiqués dans le tableau ci-dessous sont obligatoires, doivent impérativement être joints à votre demande, doivent impérativement être les documents définitifs et doivent être datés. Seules les demandes complètes seront étudiées.</p>
---	--

2. Pièces jointes obligatoires :					
N°	Stratégie/Plan/Document	Joint(e) Oui/ Non	Version définitive (datée)	Du rée	Commentaires
1	Feuille de signature du ministère de la Santé et du ministère des Finances, ou de leurs délégués	Oui	01 Signature des Ministres des Finances et de la Santé CCEOP_2		
2	Procès-verbal de la réunion du forum de coordination (CCIA / CCSS ou équivalent) approuvant la proposition ¹	Oui	02_Compte rendu de la réunion extraordinaire du CCIA du 10 Juillet 2020		
3	Plan/stratégie national(e) du secteur de la santé (ou similaire)	Oui	03_PDS 2017-2021_ VF		
4	PPAc	Oui	04_PPAC NIGER 2016-2020		
5	Évaluation de la GEV	Oui	05_Niger_2020_Rapport général GEV Version finale		
6	Plan d'amélioration de la GEV	Oui	06_Niger Plan d'amélioration GEV		
7	Plan annuel de mise en œuvre de la GEV et Rapport de mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEV ²	Non			Le plan d'amélioration GEV récemment élaboré n'est pas encore évalué
8	Outil d'Inventaire de l'OMS/Outil IMT de l'UNICEF/CCEM de Path/Outil de CHAI ^{3,4}	Oui	08_Niger CCE Inventory Avril 2020		
9	Le rapport d'inventaire de l'ECF et Plan de répartition des installations	Oui	09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport		
10	Document exhaustif sur les besoins en ECF : Chapitre 1 : Plan de remise en état et d'expansion de l'ECF	Oui	✓ 10_01_Niger Plan de réhabilitation des ECF _Juillet 2020		

¹ Dans le cas des demandes de soutien au RSS ou de plateforme d'optimisation de l'ECF, le procès-verbal doit indiquer que ces deux sujets ont été discutés et approuvés.

² Le rapport annuel sur les progrès du plan de travail et le plan de mise en œuvre de la GEV doivent être mis à jour au plus tard dans les trois (3) mois avant la demande de soutien à la plateforme.

³ L'inventaire de l'ECF doit avoir été mis à jour au plus tard un (1) an après la demande de soutien à la plateforme.

⁴ L'outil doit permettre aux membres du CEI de déterminer la contribution du déploiement des équipements sur l'amélioration de la couverture et de l'équité vaccinale.

2. Pièces jointes obligatoires :

N°	Stratégie/Plan/Document	Joint(e) Oui/ Non	Version définitive (datée)	Du rée	Commentaires
	Chapitre 2 : Amélioration projetée de la couverture et de l'équité Chapitre 3 : le plan de déploiement opérationnel, y compris le plan d'écarts Chapitre 4 : Plan de sélection de l'équipement		<ul style="list-style-type: none"> ✓ 10_02_Niger_Plan de déviation de l'installation des réfrigérateurs Juillet 2020 ✓ 10_03_Plan de Déploiement Equipements Niger_ Aout 2020 ✓ 10_04_Plan Sélection des Equipements CDF Niger_ Juillet 2020 		L'Amélioration projetée de la couverture et de l'équité est décrite dans la section 6 pages 14 e t15 du document de soumission
11	Plan d'entretien avec financement et source de financement	Oui	11_Plan de Maintenance CDF Niger Juillet 2020_RevueFinale 18_08_2020		
12	Preuve du statut de dérogation des exonérations tarifaires concernant l'ECF	Oui	12_Lettre d'Exonération ECF		
13	Autres documents pertinents		<ul style="list-style-type: none"> ✓ 13_01_Niger CCEOP 2 - Budget-Template-FR_ juillet 2020_ Version corrigée_15Sept2020 ✓ 13_02_Niger iSC Implement Feuille de Route_ Français _ Mars 2020 ✓ 13_03_Niger EDSN 2012 - Complete - Final 10-04-2013 ✓ 13_04_Plan d'Approvisionnement des produits de Santé ✓ 13_05_Roles et Responsabilités des Partenaires Niger Juillet 2020 ✓ 13_06_Niger rapport modélisation Fév. 2020_Français_Mars 2020 ✓ 13_07_NIGER_DOCUMENT JSP_21-07-20 VF ✓ 13_08_Budget - JSP_ Niger_ VERSION FINALE 21-07-2020 ✓ 13_09_Arrete_0578_CCIA_Niger 		

3. Comment les stratégies, plans et documents ci-dessus étayent-ils la demande de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF (soutien initial et soutien accru) ? (1 page maximum)

Les pays sont encouragés à faire référence aux sections pertinentes des documents ci-dessus aussi souvent que possible.

Les principaux documents de référence utilisés pour élaborer l'application du Niger à la plateforme d'optimisation des ECF sont :

- 03_PDS 2017-2021_ VF
- 04_PPAC NIGER 2016-2020
- 05_Niger_Rapport_Général GEV Juin 2020
- 08_Niger CCE Inventory Avril 2020
- 09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport
- 10_01_Niger Plan de réhabilitation des ECF _Juillet 2020
- 10_02_Niger_Plan de déviation de l'installation des réfrigérateurs Juillet 2020
- 11_Plan de Maintenance CDF Niger Juillet 2020 2016
- 12_Lettre d'Exonération ECF
- 13_01_Niger CCEOP 2 -Budget-Template-FR_ juillet 2020_ Version corrigée_15Sept2020
- 13_02_Niger iSC Implement Feuille de Route_ Français _ Mars 2020
- 13_03_Niger EDSN 2012 - Complete - Final 10-04-2013
- 13_04_Plan d'Approvisionnement des produits de Santé
- 13_05_Roles et Responsabilités des Partenaires Niger Juillet 2020
- 13_06_Niger rapport modélisation Fév. 2020_Français_Mars 2020

La méthodologie de travail a consisté à la mise en place d'un groupe de travail constitué des cadres de la Direction Nationales des Immunisations, de l'OMS, de l'UNICEF et des consultants Gavi et JSI. Le processus a été participatif et itératif avec les cadres régionaux notamment dans le suivi et la réalisation des inventaires des équipements de Chaîne du froid (ECF). Le processus d'élaboration de la plateforme a consisté à une revue documentaire pour la recherche des informations actualisées et à la mise à jour des analyses de situation. Ainsi, conformément aux projections du PDS pour l'extension de la couverture sanitaire (cf annexe 03_PDS 2017-2021_ VF page 60) a permis d'identifier les projections des nouvelles infrastructures et les besoins en ECF pour la mise en œuvre des activités du PEV.

Le PPAC nous a permis d'identifier les vaccins à introduire dans le PEV du Niger et le rapport de la GEV ont contribué à l'approfondissement de l'analyse de la composante logistique du PEV et à l'identification des goulots d'étranglement ainsi que les actions prioritaires correctrices.

La mise à jour de l'inventaire a permis d'identifier un gap de 1030 ECF, qui est la base de notre planification. Il nous a aussi permis de disposer d'une base de 2015 structures opérationnelles au niveau opérationnel dans l'ensemble du pays.

A partir de cet inventaire un plan de réhabilitation a été élaboré démontrant qu'il existe deux opportunités pour combler ce gap à savoir la finalisation du CCEOP 1 et cette soumission du CCEOP 2.

4. Décrivez de quelle manière les parties prenantes à la chaîne d'approvisionnement (y compris le forum de coordination (CCIA/CCSS ou équivalent), le gouvernement, les GTLN, les GTCV, les principaux donateurs, les partenaires, les OSC et les principaux exécutants) ont été impliquées dans la mise en place de la demande, y compris si le quorum a été atteint lors de la réunion d'approbation

Le pays dispose-t-il d'un groupe de travail logistique national (GTLN) permanent et opérationnel ? Si ce n'est pas le cas, le pays prévoit-il d'en mettre un en place et quand ?

Gavi et ses partenaires Alliance encouragent la mise en place d'un tel groupe afin de coordonner les activités des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, ainsi que les investissements rattachés à la chaîne d'approvisionnement sanitaire, vaccination incluse.

Une ou plusieurs des exigences Gavi n'a-t-elle (n'ont-elles) pas été remplie(s) pour garantir la fonctionnalité de base des forums de coordination ? Merci d'expliquer ensuite les raisons et l'approche pour aborder ceci (reportez-vous à la section 5.2 des Directives générales pour les exigences) (1 page maximum)

Les forums de coordination (le CCIA et le Groupe de travail logistique) ont été impliqués dans la mise en place de cette demande.

Quant au CCIA, la présente proposition de soumission pour le CCEOP 2 a été présentée pour approbation au CCIA extraordinaire du 10 Juillet 2020 en présence de toutes les parties prenantes. Le pays dispose d'un CCIA (comité de coordination inter agence) fonctionnel. Sous la présidence du Secrétaire General à la santé, le quorum ayant été atteint, ce comité s'est réuni et a approuvé.

Au cours de cette réunion le gap total présenté était de 418 équipements. Toutefois il a été démontré que pour parer à la création de nouvelles structures et l'intégration progressive de la vaccination un ajout de 9 équipements a été demandé pour ainsi passer à 427 équipements comme besoin dans la présente soumission CCEOP 2. Les questions soulevées par les membres ; sur la maintenance des équipements, la formation des utilisateurs, la capacité de stockage en prélude de nouvelles introductions et l'accroissement de la population, la création de nouvelles structures, l'âge de remplacement ; ont été répondu de façon satisfaisante et sont prises en compte à différents niveaux de cette proposition.

En ce qui concerne la gestion du projet, Le pays dispose d'un groupe de travail logistique national (GTLN) permanent et opérationnel. Conformément à l'arrêté ministériel N° 0578/MSP/SG/DGSR/DI du 14 Juillet 2017 (cfr annexe 13_09_Arrete_0578_CCIA_Niger) portant création du CCIA, au niveau national il se trouve un sous-comité technique regroupant les partenaires autour de la Direction des Immunisations. Le Sous-Comité technique comprend 5 commissions dont la commission logistique. En effet, cette commission logistique constitue le groupe de travail logistique national réunissant tous les partenaires et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des vaccins. Ce groupe de travail est chargée de la gestion des vaccins et de la chaîne du froid pendant les activités de vaccination de routine et supplémentaires.

Ce groupe de travail logistique, sous le leadership de la chef de division logistique (MSP/DI), a réussi à coordonner avec succès la première année du CCEOP 1 à travers des réunions régulières regroupant les cadres du MSP/DI, les agents locaux des fabricants, les transitaires ainsi que les partenaires techniques et financiers (OMS, UNICEF, JSI). Le dynamisme de cette structure de coordination (PMT) a favorisé le processus de dédouanement sans difficulté, la distribution des ECF sur le territoire national et l'installation de tous les ECF de l'année 1 et la poursuite de la mise en œuvre de l'année 2.

PARTIE C : ANALYSE DE LA SITUATION ET SOUTIEN DEMANDE

Cette section offre une vue d'ensemble des types d'informations que le CEI s'attendra à recevoir de la part des pays dans leur demande de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF. Cette section doit être remplie avec les références appropriées aux documents nationaux répertoriés dans la partie B. Les pays doivent fournir une réponse écrite aux questions suivantes.

5. Analyse de la situation de la chaîne d'approvisionnement et de l'ECF du pays (nombre, distribution, fonctionnalités, etc.) (3 pages maximum). Merci de répondre à toutes les questions. Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) Comment la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays est-elle administrée ?
- b) Quels sont les points faibles identifiés dans la chaîne d'approvisionnement du pays ?
- c) Quelles sont les interventions qui permettent de résoudre actuellement ces points faibles ?
- d) Décrivez les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de ces interventions.
- e) Décrivez les enseignements, tirés du soutien récent à la chaîne d'approvisionnement, qui contribuent à la demande actuelle de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF.
- f) Quel est le pourcentage des installations qui disposent d'un accès fiable au réseau électrique pendant une durée allant jusqu'à 8 heures, ou plus, par jour ?
- g) Veuillez indiquer la quantité et le pourcentage d'ECF actuel qui : a) est fonctionnel ; b) est agréé PQS ; c) n'est pas agréé PQS ; et/ou d) est obsolète.
- h) Quel est le pourcentage actuel de la cohorte de naissances qui bénéficie d'un ECF en état de fonctionnement et agréé PQS ?
- i) Quels goulots d'étranglement l'ECF peut-il résoudre dans l'organisation de la chaîne d'approvisionnement actuelle (par exemple, contraintes en termes de capacité ou de technologie) ?
- j) Décrivez tout autre problème lié à la chaîne d'approvisionnement que le soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF permettra d'atténuer ?
- k) Quels sont les besoins globaux en termes d'ECF ?
- l) Est-ce que le pays utilise des accumulateurs d'eau refroidie ou des accumulateurs conditionnés ?

a) **Comment est administrée la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays ?**

L'approvisionnement du pays en vaccins et consommables se fait conformément aux termes du protocole d'accord signé entre le Niger et l'UNICEF. Les besoins annuels sont exprimés à la fin du 3^{ème} trimestre de chaque année à l'aide de l'outil de prévisions dénommé Forecast. La réception et le stockage des vaccins et consommables au niveau central sont faits conformément au plan d'approvisionnement inclus dans le Forecast (Cfr Annexe : 04_PPAC NIGER 2016-2020, pages 18-19).

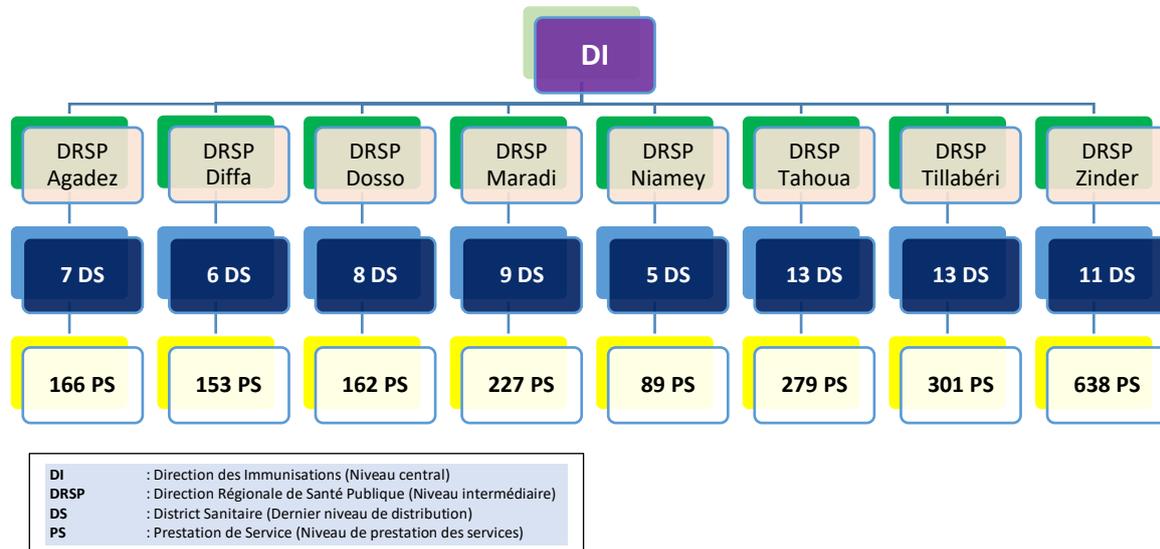
Un plan de distribution trimestriel permet au niveau central d'assurer le ravitaillement des dépôts régionaux. A leur tour, les régions approvisionnent mensuellement les dépôts des districts qui distribuent aux centres de santé intégrés. Dans certaines aires de santé, les vaccins sont distribués aux cases de santé, cliniques/cabinets privés de santé.

Le pays dispose d'un réseau routier goudronné important qui permet de ravitailler toutes les régions à partir du niveau central par de camions pour les intrants secs et des véhicules réfrigérés pour les vaccins. Cette disponibilité d'un réseau routier important facilite les approvisionnements.

Les distributions se font sur commandes du niveau inférieur vers le niveau supérieur tout en reconstituant les stocks maxi de chaque structure.

Les régions envoient leurs commandes au niveau central qui les ravitaille par livraison. La distribution au niveau région est mixte soit par livraison ou collecte selon la disponibilité des fonds. Cependant la distribution des districts vers les points de prestation se fait essentiellement par collecte.

Figure 1 : Structuration de la chaîne d'approvisionnement



L'achat des vaccins traditionnels, des vaccins co-financés et matériel d'injection est assuré à travers une ligne budgétaire créée par l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'Initiative de l'Indépendance Vaccinale en Afrique. Ce système d'approvisionnement fonctionne de façon satisfaisante.

Le pays bénéficie du soutien de GAVI pour l'achat de nouveaux vaccins et les vaccins sous utilisés à savoir le DTC-HepB-Hib, PCV13, VPI, VAA, Men. A et le Rota. (Cfr annexe : 04_PPAC NIGER 2016-2020 pg 33)

Grace à ce soutien le pays a respectivement introduit les vaccins suivants en :

- 2014 : le vaccin anti pneumococcique PCV-13 et le vaccin contre les diarrhées à Rotavirus ;
- 2015 : le vaccin anti poliomyélique inactivé.
- 2017 : le vaccin anti-méningococcique de sérotype A (MenA).

Le pays continue de bénéficier également de l'appui de l'UNICEF pour l'achat et l'approvisionnement des vaccins anti poliomyélique, anti tétanique et anti rougeoleux utilisés lors des activités de vaccinations supplémentaires.

Dans le cadre de gestion de la chaîne d'approvisionnement des vaccins, le pays bénéficie d'une assistance technique de l'UNICEF et de JSI.

b) Quels points faibles ont été identifiés dans la chaîne d'approvisionnement du pays ?

- ✓ Retards dans le décaissement des fonds de l'Etat pour l'achat des vaccins traditionnels et co-financés.
- ✓ Sur la distribution des vaccins le niveau central présente un gap de 32% (soit 01 véhicules de 24m3) de capacité requise pour le transport en un seul tour des intrants. Ceci amené le niveau central à effectuer plusieurs rotations pour le ravitaillement des régions en vaccins. (cf Annexe : 05_Niger_Rapport_Général GEV Juin 2020, pg 27)
- ✓ Quatre véhicules réfrigérés disponibles avec un âge compris entre 4 et 18 ans tous en panne dont 2 en réparation ; ces pannes sont dues à la vétuste car trois véhicules réfrigérés parmi les quatre ont un âge entre 10 et 18 ans.
- ✓ 256 CSI sur 1153 répertoriés soit 22% ne disposent pas de réfrigérateurs homologués

- ✓ 49 CSI sur 1153 répertoriés soit 4% ne disposent pas de réfrigérateurs.
- ✓ Seuls 168 cases de santé et cliniques sur 862 répertoriées soit 19% disposent d'un équipement de chaîne du froid. (cfr Annexe : 09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport pg 23)
L'insuffisance de moyens financiers et logistiques empêche l'organisation d'un système formel de distribution des vaccins et consommables entre les régions et les districts puis entre les districts et les CSI (cfr Annexe : 09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport pg 41).

Ces faiblesses ont pour conséquences une insuffisance de couverture des points de prestation en équipements de chaîne du froid homologués et des contraintes dans la distribution, le transport et le stockage.

c) Quelles interventions permettent de résoudre actuellement ces points faibles ?

- ✓ Le plaidoyer avec l'appui de l'UNICEF, l'OMS et Gavi afin de décaisser la totalité des montants inscrits dans le budget national de 2020 pour l'achat des vaccins est en cours avec la signature d'une demande d'ouverture exceptionnelle de crédit.
- ✓ Le relèvement du plafond « ceiling » du VII de 660 000 à 1 250 000 USD et l'octroi par Supply Division UNICEF d'un VII ponctuel ont permis au Niger d'honorer ses engagements et charge de 2019.
- ✓ Des réparations fréquentes des fourgonnettes sont réalisées par la Direction des Immunisations (DI) parfois le niveau central fait recours aux fourgonnettes réfrigérées des régions et de l'Office National des Produits Pharmaceutiques et Chimiques (ONPPC) pour assurer la distribution des vaccins. Grâce à l'appui de Gavi RSS II, la DI est dans le processus d'achat de 2 nouveaux camions réfrigérés.
- ✓ La poursuite de la mise en œuvre du CCEOP 1 et la validation du CCEOP 2 permettra au pays d'améliorer la couverture en équipements de la chaîne du froid avec des réfrigérateurs et congélateurs homologués.
- ✓ Les districts utilisent les occasions des déplacements vers les Directions Régionales de la Santé Publique et les CSI vers les districts pour se ravitailler en vaccins et consommables. Le démarrage du RSS3 permettra d'améliorer l'organisation d'un système formel de distribution des vaccins et consommables dans l'ensemble des maillons de la chaîne d'approvisionnement, notamment du niveau central vers les régions, entre les régions et les districts et entre les districts et les CSI. Le RSS3 démarre en 2020 avec un budget total de 33 609 759 USD dont 1 844 510 USD destiné à la distribution.

Dans les perspectives, le pays prévoit de redynamiser la commission finances, une des cinq commissions du sous-comité technique du CCIA dans son rôle de mobilisation des ressources additionnelles tel que prévu dans l'Arrêté Ministériel N° 00578/MSP/SG/DGSR/DI du 14 juillet 2017, à son article 13.

d) Décrire les obstacles empêchant l'exécution de ces interventions.

- ✓ Le contexte de la pandémie au COVID-19 en surcroît à la question de l'insécurité dans la région sahélienne sont à la base de changement d'ordre des priorités budgétaires pour le gouvernement ;
- ✓ Malgré l'engagement politique constamment réitéré par les autorités au plus haut niveau, on note que le retard dans le décaissement des fonds persiste pour le financement de l'achat et l'approvisionnement des vaccins et consommables ;
- ✓ L'allocation des ressources de l'Etat ne couvre pas toujours l'ensemble des besoins exprimés pour l'achat des vaccins et consommables ainsi que leur distribution.

e) Décrire les enseignements tirés du soutien récent lié à la chaîne d'approvisionnement qui contribuent à la demande actuelle de soutien de la plateforme d'optimisation des ECF.

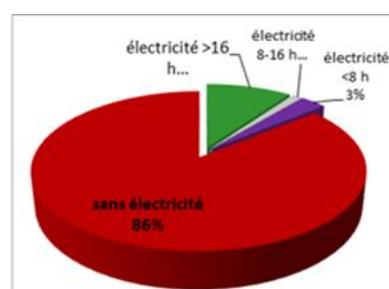
Les enseignements tirés du soutien récent lié à la chaîne d'approvisionnement sont :

- ✓ Les documents d'exonération préalablement réunis en début de chaque année facilitent les formalités douanières ;

- ✓ La faible tension rencontrée lors de l'installation des ECF dans certains districts nécessite une vérification préalable de la qualité du réseau électrique dans les dépôts de districts avant le choix des équipements (exemple district de Tesker avec 89 volt pour 220 volt requise ne permet pas le fonctionnement adéquat de l'ECF) ;
- ✓ Les problèmes de dysfonctionnement enregistrés (températures négatives) des réfrigérateurs électriques Vestfrost (VLS 400 AC acquis dans le CCEOP1 et MK 304, 404 acquis par RSS2) qui ont conduit à changer le modèle pour les VLS et opter pour un remplacement progressif des MK nous interpellent à maintenir un suivi très rapproché du fonctionnement même dits « Homologués » ;
- ✓ La régularité des inventaires physiques des ECF a permis de détecter les pannes et les dysfonctionnements des équipements ce qui permet la mise en œuvre à temps du plan de maintenance.

f) Quel pourcentage des installations a un accès fiable à l'électricité du réseau pendant une durée allant jusqu'à 8 heures ou plus par jour ?

- ✓ D'après le dernier inventaire d'avril 2020 La segmentation des 2015 points de prestations révèle que 224 structures soit 11% ont accès à l'électricité (8-16 h et > 16 h) contre 1791 points de prestation sur 2015 répertoriés soit 89 % qui n'ont pas accès à l'électricité, ce qui explique l'option de solarisation du pays à ce niveau.



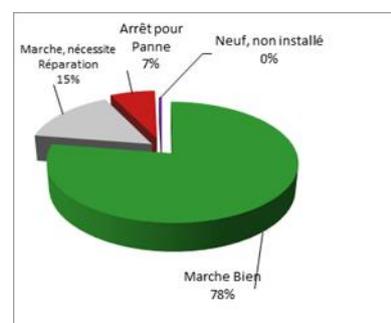
>16 h	8-16 h	Électricité <8 h	Sans électricité	Total
199	25	58	1,733	2,015
10%	1%	3%	86%	100%

- ✓ Tous les dépôts des 72 districts, des 8 régions et du niveau central ont accès à l'électricité. Toutefois 22 districts (Torodi, Bankilaré, Banibangou, Tesker, Falmey, Ayerou, Abala, Tassara, Tillia, Bagaroua, Mayahi, Bermo, Belbéji, Damagaram-akaya, Takieta, Dungas, Iférouane, Aderbissinat, Ingall, Goudoumaria, N'Gourti, Bosso) qui ne sont pas sur le réseau interconnecté observent des épisodes de basse tension électrique préjudiciable pour le fonctionnement des équipements (la tension varie entre 89 à 172 volts).

g) Veuillez indiquer la quantité et le pourcentage d'ECF actuel selon :

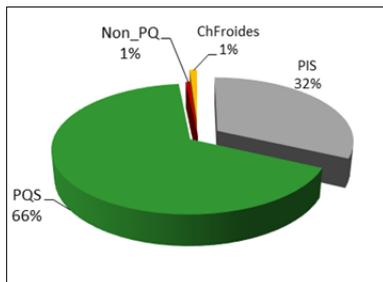
- Fonctionnalité :

L'inventaire a pu répertorier 2115 équipements de la chaîne du froid actifs sur l'ensemble du pays dont 1639 fonctionnent bien et 321 nécessitent une réparation soit en somme 1960 ECF fonctionnels (93%). Le remplacement des équipements nécessitant une réparation est prévu dans le CCOP1



Marche Bien	Marche, nécessite Réparation	Arrêt pour Panne	Neuf, non installé	Total
MB	MR	NF	NI	
1,639	321	146	9	2,115
78%	15%	6.6%	0.4%	100%

- Conformité avec le PQS (performance, qualité, sécurité) N= 2115 :



L'inventaire a dénombré 1404 ECF soit 66% du total (2115) sont utilisés pour stocker les vaccins ou recycler des accumulateurs et 22 chambres froides qui répondent aux normes de performance, de qualité et de sécurité de l'OMS en vigueur en 2019. Par ailleurs, 676 équipements sont obsolètes car ils répondent au PIS, ancien système d'information sur les produits en application jusqu'au 30 Juin 2005. On note que 13 ECF (0.6%) ne sont pas homologués.

PQS	PIS	Non_PQ	Chambres Froides	Total
1,404	676	13	22	2,115
66%	32%	0.6%	1.4%	100%

h) Quel pourcentage de la cohorte de naissance reçoit des prestations à base d'ECF en état de fonctionnement et listées PQS actuellement ?

Région	Population Cible Totale	Population Cible desservie par ECF Homologués	%
AGADEZ	28,240	23,685	84%
DIFFA	33,238	30,465	92%
DOSSO	113,837	79,488	70%
MARADI	200,043	162,371	81%
NIAMEY	59,970	52,306	87%
TAHOUA	202,391	162,746	80%
TILLABERI	165,245	128,589	78%
ZINDER	216,996	181,022	83%
Total	997,428	820,674	82%

Sur l'ensemble du pays, en moyenne 82% de la population est desservie par les vaccins stockés dans les réfrigérateurs homologués.

Les couvertures

varient de 70% à Dosso à 92% à Diffa. Cette couverture est atteinte grâce à la mise en œuvre du CCEOP1. Malgré ces progrès enregistrés, l'on remarque encore des disparités de couvertures en ECF homologués entre les différentes régions. Pour plus d'équité, atteindre les enfants de toutes les communautés avec les vaccins de qualité est un objectif à atteindre dans les différentes stratégies novatrices en cours au Niger (stratégie urbaine et la stratégie nomade) Dans ce cadre, le CCEOP2 va contribuer en priorité au renforcement des ECF dans les structures en milieu urbain (hôpitaux et Cliniques Privés) et les districts en milieu nomade et désertique.

i) **Quels goulots d'étranglement l'ECF peut-il résoudre dans l'organisation de la chaîne d'approvisionnement actuelle (par exemple, contraintes en termes de capacité ou de technologie) ?**

La mise en œuvre du CCEOP 1 en cours a permis de :

- ✓ Renforcer la capacité de conservation/ stockage ;
- ✓ Remplacer progressivement des réfrigérateurs à absorption par les réfrigérateurs solaires ; ce qui a un intérêt direct dans la réduction des charges financières de certains CSI dans l'achat du gaz et une réduction de la pollution atmosphérique.
- ✓ Renouveler les équipements de chaîne du froid et l'expansion de la Chaîne d'approvisionnement (Le CCEOP a permis d'équiper 27 nouveaux districts dans l'accompagnement du pays dans sa politique de rapprochement des services de santé vers la population : de 44 à 72 districts) ;
- ✓ Réduire la fréquence des ruptures de la chaîne au niveau des points de prestation de service par manque de gaz et des pannes fréquentes.

Ainsi la validation du CCEOP 2 et la poursuite du CCEOP 1 permettront de consolider ces acquis d'une part et d'autre part d'étendre la couverture géographique en ECF homologués et assurer l'équité dans la vaccination.

En effet, il est à noter qu'avec l'augmentation des cibles et l'introduction des nouveaux vaccins, des nouveaux besoins se font exprimer en termes de capacité requise de stockage. Aussi, 25% des réfrigérateurs sont à absorption et nécessitent un remplacement pour s'inscrire dans la dynamique des nouvelles technologies et réduire les coûts récurrents de l'achat du gaz ainsi que la contribution de la chaîne du froid au réchauffement global de l'atmosphère.

Il est important de noter que les ECF **de type Vestfrost MK 304** disponibles dans les dépôts de districts prennent de l'âge et nécessitent un remplacement afin de garder la capacité de stockage pour les uns et faire l'expansion pour les autres.

Le remplacement de 78 Réfrigérateurs MK 304 (avant l'âge requis de remplacement) dans les districts permettra d'éviter le risque d'exposition des vaccins à la congélation, car la plupart font des alarmes négatives et d'autres se transforment pratiquement en congélateurs (le cas du réfrigérateur MK 304, numéro de série 20112416073 du DS Keita).

j) Décrire les autres problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement que le soutien de la plateforme d'optimisation de l'ECF permettra d'atténuer ?

- ✓ La mise en œuvre du CCEOP a permis au pays de redynamiser son groupe de travail logistique. A cet effet ce groupe a été élargi aux prestataires locaux et transitaires ce qui a facilité les opérations de dédouanement et améliorer la qualité des installations des ECF.
- ✓ La mise en œuvre du CCEOP permet de renforcer les compétences des agents utilisateurs des équipements (end user) à travers la formation assurée par le technicien lors de l'installation. Ce qui facilite l'exécution de la maintenance préventive par ces derniers afin d'assurer une bonne fonctionnalité des ECF et une durée de vie optimale.
- ✓ En dépit de l'existence d'un personnel qualifié pour assurer la maintenance, la non-disponibilité de certaines pièces de rechange sur le marché local ne permettait pas d'assurer convenablement la maintenance des équipements. En effet, avec l'acquisition des Kits de pièces de rechange, la maintenance des ECF sera assurée par les techniciens du MSP/DI après la période de garantie.

k) Quels sont les besoins généraux en ECF ?

Désignation	Modèle	Quantité/ nombre
Réfrigérateurs	HTC 110 SDD	238
	HTCD 160 SDD	137
Congélateurs	HTD 40 SDD	52
Régulateur de tension électrique		0
Fridge – Tag 2		0

Les 137 réfrigérateurs seront répartis entre les Districts et les points de prestation de service

l) Est-ce que le pays utilise des accumulateurs d'eau refroidie ou des accumulateurs conditionnés ?

- ✓ Le Niger a une politique d'utilisation des accumulateurs d'eau refroidie ou des accumulateurs conditionnés à tous les niveaux au cours du transport des vaccins et lors de l'organisation des séances de vaccination.
- ✓ Toutefois, compte tenu du climat sahélien chaud, le Niger recommande la conservation du VPOb et VPOM2 à une température de -25°C à -15°C au niveau des régions, ainsi les accumulateurs congelés peuvent être utilisés lorsque le VPOb ou VPOM2 est transporté seul dans les conteneurs passifs.

6. Résultats attendus en matière de couverture vaccinale, d'équité et de pérennité (2 pages maximum). Merci de répondre à toutes les questions

Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) *Comment le soutien demandé à la plateforme contribuera-t-il réellement à l'éradication des inégalités socio-économiques et géographiques et des obstacles en matière de parité, identifiés dans la couverture et l'équité vaccinales ? Les exemples peuvent comprendre (liste non exhaustive) :*
 - *Les districts isolés géographiquement ou disposant d'une faible couverture*
 - *Les collectivités plus pauvres (par ex. appartenant aux 10 % les plus pauvres de la population)*
 - *Les collectivités où les obstacles en matière de parité sont significatifs et/ou celles où peu de femmes sont scolarisées (souvent associé à une couverture moins importante)*
- b) *Quelles sont les analyses qui ont été effectuées ou quels sont les plans en cours pour optimiser la conception du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement, afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de contribuer à atteindre les objectifs en matière de couverture et d'équité ?*
- c) *Dans quelle mesure ces considérations en matière de conception du système ont-elles eu un impact sur le choix d'ECF que la plateforme soutiendra ?*
- d) *Concrètement, comment le soutien de la plateforme permettra-t-il d'améliorer la pérennité du système de la chaîne d'approvisionnement ?*

- a) *Comment le soutien demandé à la plateforme contribuera-t-il réellement à l'éradication des inégalités socio-économiques et géographiques et des obstacles en matière de parité, identifiés dans la couverture et l'équité vaccinales ?*

L'analyse des résultats des enquêtes EDSN 2006 et 2012 montre :

- ✓ Une disparité de couverture vaccinale entre les riches et les pauvres, la vaccination est en faveur des riches avec 48,7% en 2006 et 66,8% en 2012 contre respectivement 20,1% et 34,9%.
- ✓ Des variations selon le niveau d'instruction de la mère, ainsi les proportions d'enfants complètement vaccinés chez les mères ayant un niveau secondaire ou plus varient de 54,4% en 2006 et 72,7% en 2012 contre respectivement 42,9 % et 49,8% chez les mères n'ayant aucune instruction.
- ✓ La proportion d'enfants vaccinés diminue avec l'augmentation de la parité (du rang de naissance), la proportion passant de 31,4% en 2006 à 59,8% en 2012 pour le rang 1 contre respectivement 23,2% et 48,1 % pour le rang 6 et plus.

Selon les résultats de l'enquête de couverture vaccinale réalisé en 2017, la couverture vaccinale nationale en Penta3 est de 80,2% avec des extrêmes allant de 49% (Gouré) et 90,9% (Mayahi).

Elle a également révélé que les enfants vivant dans des localités couvertes par la stratégie mobile ont moins de chance d'être complètement vaccinés (30,4%) que ceux vivants dans des localités couvertes par les stratégies fixes ou avancées (39,8%). Pour cela, la distribution proposée des équipements demandés dans le CCEOP2 permettra de renforcer les stratégies fixe et avancée et de réduire ainsi les besoins en stratégie mobile.

Aussi, l'analyse de l'équité dans la vaccination effectuée entre 2017 et 2019 dans 11 districts a relevé cinq (5) principales communautés défavorisées et marginalisées , il s'agit des nomades (éleveurs, Peulhs, Arabes/Touaregs), des groupes religieux (intégristes, pratiquant la claustration), des pauvres en zones urbaines (mendiants, handicapés moteurs, aveugles, lépreux, saisonniers), des populations touchées par les conflits (déplacés, réfugiés, populations vivant dans les zones de conflit) et des populations dispersées (vivant sur de grandes étendues dans un habitat dispersé).

Ces communautés sont les plus difficiles à atteindre et nécessitent des approches stratégiques spécifiques.

Par ailleurs l'analyse des couvertures administratives 2019 fait ressortir que 12 districts sanitaires sur les 72 soit 18% ont enregistré plus de 1000 enfants non vaccinés au Penta3, ce sont les districts d'Abalak, Bouza, Birnin-N'Konni, Gouré, Mainé-Soroa, Magaria, Mayahi, Guidan-roundji, Keita, Ouallam, Tanout, Tahoua.

Cette analyse de la situation montre qu'une attention particulière est accordée à ces districts dans l'affectation des ECF du CCEOP afin de réduire les inégalités et iniquité en matière de vaccination.

Proportion d'ECF à affecter à ces districts, et la proportion des cibles à couvrir

Districts	Nbre total de PS par DS	Nbre de PS à équiper par ECF CCEOP 2	Cible totale par DS	Cibles à couvrir par ECF CCEOP 2	Proportion des cibles à couvrir	Proportion ECF (ECF affectes / ECF total des PS CCEOP 2
Abalack	27	4	18962	3667	19%	1.25%
Bouza	36	4	32949	7991	24%	1.25%
Birni N'Konni	28	2	25219	2877	11%	0.63%
Gouré	75	7	24889	5734	23%	2.19%
Mainé soroa	33	9	9311	4768	51%	2.82%
Magaria	91	14	43865	7846	18%	4.39%
Mayahi	47	4	41042	6003	15%	1.25%
Guidan Roundji	26	2	36960	5654	15%	0.63%
Keita	26	5	24939	2855	11%	1.57%
Ouallam	31	2	24481	806	3%	0.63%
Tanout	92	20	32583	9956	31%	6.27%
Tahoua	19	13	11060	5032	45%	4.08%
TOTAL	531	86	326 260	63 189	19%	27%

Ce tableau montre que sur les 311 ECF prévus pour les points de prestation de service, 86 ECF soit 27% seront affectés pour réduire les inégalités et iniquité en matière de vaccination. Ces équipements permettront de couvrir 63 189 enfants cibles sur un total de 326 260 enfants que comptent ces 12 districts soit 19%.

b) *Quelles analyses⁵ ont été effectuées, ou quels plans sont en cours, pour optimiser la conception du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement⁶ afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de contribuer aux objectifs en matière de couverture et d'équité ?*

Les méthodes préconisées pour l'amélioration du système sont :

- Le rapport de la Gestion Efficace des Vaccins (GEV) 2020, le rapport de l'inventaire des ECF actifs 2020, PPAC 2016 - 2020, PDS 2017 - 2021 ; Feuille de route de la modélisation de la chaîne d'approvisionnement au Niger
- Le plan de réhabilitation des ECF et le plan de maintenance ;

⁵ Ces plans peuvent être présentés sous forme de revue de bureau ou de modèles complexes de la distribution et du système de chaîne d'approvisionnement du pays permettant d'identifier les façons d'accroître l'efficacité de la chaîne afin de livrer des vaccins puissants.

⁶ NOTE : les activités élaborées pour optimiser la structure des systèmes de distribution de la chaîne d'approvisionnement NE SONT pas financées par le soutien de la plateforme.

c) *Quel impact ces considérations en matière de concept du système a-t-il sur le choix d'ECF que la plateforme soutiendra ?*

- Ces documents ont permis d'identifier les insuffisances du programme, de déterminer le GAP en ECF, définir les besoins et proposer des solutions d'amélioration pour la chaîne d'approvisionnement. Ainsi le CCEOP 2 s'alignera pour combler ce gap en ECF afin de réduire ces insuffisances et d'améliorer l'équité en termes d'accessibilité et d'utilisation.
- Le CCEOP contribuera à l'intégration de la chaîne d'approvisionnement car les équipements qui seront mis en place permettront de prendre en compte les autres produits de santé nécessitant le froid.

d) *Concrètement, comment le soutien de la plateforme permettra-t-il d'améliorer la durabilité du système de la chaîne d'approvisionnement ?*

- Par l'acquisition d'équipements de la chaîne du froid de qualité, peu consommateurs d'énergie, non polluant et à maintenance plus facile ;
- Par l'installation par des techniciens qualifiés du fabricant/fournisseur et la formation systématique des utilisateurs sur l'exploitation des nouveaux équipements
- Par le renforcement des capacités des techniciens de maintenance et des gestionnaires de la chaîne du froid ;

7. Plan d'entretien (et sa source de financement) et mise au rebut de l'équipement (2 pages maximum). Merci de répondre à toutes les questions

Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) *Comment le pays s'assurera-t-il que certains aspects de l'entretien de la chaîne du froid seront garantis (par ex. l'entretien préventif et correctif, le suivi de la fonctionnalité, les techniciens, le financement de l'entretien, etc.) ?*
- *À quelle fréquence le pays s'engage-t-il à effectuer l'entretien préventif et correctif (avec le soutien des partenaires) ?*
 - *Quel est le soutien technique prévu pour l'entretien ?*
- b) *Comment le pays surveillera-t-il la bonne exécution de l'entretien préventif et correctif ?*
- *Quelle(s) source(s) de financement sera (seront) utilisée(s) pour l'entretien ? Dans quelle mesure sont-elles garanties ?*
- c) *Comment le pays mettra-t-il au rebut les équipements obsolètes et irréparables, remplacés par les équipements de la plateforme d'optimisation de l'ECF ?*

a) *Comment le pays s'assurera-t-il que certains aspects de l'entretien de la chaîne du froid seront garantis (par ex. l'entretien préventif et correctif, le suivi de la fonctionnalité, les techniciens, le financement de l'entretien, etc.) ?*

- *À quelle fréquence le pays s'engage à effectuer l'entretien préventif et correctif (avec le soutien des partenaires) ?*

L'entretiens préventive quotidien devrait se faire par les utilisateurs qui seront formés par le fabriquant.

L'entretien préventif se fera à la fin de chaque mois avec des tâches bien déterminées quant à celui prédéfini et en fonction des indications du fabricant. Il est indispensable de renforcer les compétences des utilisateurs afin qu'ils puissent s'acquitter de ces tâches mensuelles de

maintenance préventive ; les techniciens polyvalents de maintenance (TPM) se déplaceront lorsqu'on leur fera appel.

L'entretien correctif : le curatif se fera au cas par cas suivant un signalement, le correctif se fera immédiatement après une déclaration de panne.

Le renforcement des capacités des techniciens de maintenance à tous les niveaux ainsi que leur formation à l'acquisition de nouveaux équipements. C'est dans cette optique que le RSS 3 prévoit de doter 72 Techniciens Polyvalent de Maintenance (TPM) en outillage de maintenance des équipements de la chaîne du froid

- *Quel soutien technique est-il prévu pour l'entretien ?*

Pour assurer la maintenance des ECF, il est prévu dans le RSS 3, le financement des activités suivantes :

- La contractualisation de la maintenance des ECF avec transfert des compétences aux techniciens du Ministère
- Le renforcement des capacités des gestionnaires de la chaîne du froid et des techniciens de maintenance et leur formation à l'installation et l'utilisation des nouveaux équipements
- La Dotation des services de maintenance en kit d'outillage et pièces de rechange ;
- Le renforcement de capacité des techniciens du niveau national par des stages auprès des fabricants

b) *Comment le pays surveillera-t-il l'exécution de l'entretien préventif et correctif ?*

- Les fiches de vie des équipements étant déjà conçues et mises en place dans les structures, l'équipe logistique assurera des supervisions formatives périodiques de suivi à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- Inscrire la maintenance des équipements dans les points de discussions lors des rencontres périodiques des points focaux PEV

Quelle(s) source(s) de financement sera/seront utilisée(s) pour l'entretien ?

Le financement de l'entretien des équipements est programmé dans le RSS3, sur fonds UNICEF, Fonds Communs et sera pris en compte annuellement dans les plans d'action des niveaux central, régional et district

Dans quelle mesure sont-elles garanties ?

Le RSS 3 étant validé et la lettre de décision étant disponible, ceci constitue une mesure de garantie pour la mise en œuvre des activités de maintenance.

c) *Comment le pays se débarrassera-t-il des équipements obsolètes et irréparables remplacés par les équipements de la plateforme d'optimisation de l'ECF ?*

Le pays va procéder au recyclage et / ou à la destruction des équipements obsolètes et irréparables conformément aux textes législatifs et réglementaires nationaux et supranationaux en vigueur sous la direction des comités déjà mis en place tout en protégeant l'environnement.

8. Autres détails de mise en œuvre (1 page maximum). Merci de répondre à toutes les questions
 Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) Comment le pays facilitera-t-il le rôle du fabricant ou du représentant lors de l'achat, la distribution et l'installation de l'équipement ?
- b) Quelle est la source de l'investissement conjoint ? L'investissement conjoint du pays est-il garanti ? Merci de remplir le tableau ci-dessous
- c) Si le RSS est utilisé pour payer l'investissement conjoint du pays, merci de renseigner si cela va conduire à une réallocation du RSS ? Si oui, merci d'informer quelles activités du RSS seront remplacées pour payer cet investissement conjoint ?
- d) Le pays bénéficie-t-il des exemptions de droits de douane pour l'ECF ? Dans l'affirmative, veuillez joindre la pièce justificative.

- a) Comment le pays facilitera-t-il le rôle du fabricant ou du représentant lors de l'achat, la distribution et l'installation de l'équipement ?

Partant de l'expérience des deux années de mise en œuvre du CCEOP 1, le MSP/DI collabore étroitement avec les représentants locaux des fabricants. Ils sont associés aux réunions de coordination du PMT tout au long du processus. Le MSP/DI se chargera du dédouanement, les dates d'arrivée des ECF étant préalablement partagé entre UNICEF-DI-Transitaire-Agent local, cela permettra à ce dernier de préparer ses entrepôts. Lors de la distribution et installation sur site, le MSP/DI informera officiellement les régions et districts afin de faciliter à l'agent local l'accès aux sites. Lors du transport sur le territoire national, le MSP/DI fournira aux agents locaux les documents facilitant le passage aux différents postes de contrôle interne.

- b) Source de financement de l'investissement conjoint du pays

Sources de financement		Montant en dollar US
Total investissement conjoint du pays (même montant que la cellule T34)		418 306
Budget national		0
Ressources de Gavi⁷		
Subvention RSS actuelle		418 306
Future subvention RSS		0
Gavi PBF		
Total ressources de Gavi (Total investissement conjoint du pays)		418 306
Financement par d'autres donateurs (indiquez le nom du ou des donateurs)		
Donateur 1:		0
Donateur 2:		0
Total financement par d'autres donateurs		0
Autre financement (préciser la source)		0
Autre 1:		0
Autre 2:		0
Total autre financement		0

Il faut noter que la somme de **30 516 \$US** correspondant aux frais d'acquisition de l'Unicef doit être ajoutée à l'investissement conjoint du pays. Budget total du pays (Avec 6% pour les coûts supplémentaires, fret international et Frais d'acquisition de l'investissement) s'élève à **448 822 \$US**

Le pays est informé que Gavi versera directement à UNICEF SD l'investissement conjoint du pays sous la forme de subventions RSS et / ou PBF qui n'ont pas encore été versées, sur la base des informations fournies en réponse à la question 8b.

Le pays a indiqué dans sa proposition relative à la CCEOP, qui avait été approuvée par la CPI et signée par les deux ministres de la Santé et des Finances, que son investissement commun proviendrait de Gavi RSS.

- c) *Si le RSS est utilisé pour payer l'investissement conjoint du pays, merci de renseigner si cela va conduire à une réallocation du RSS*

Il n'y aura pas de réallocation sur les fonds RSS pour cette activité, car la contribution de l'état sera financée par le RSS 3 ;

- d) *Le pays bénéficie-t-il des exemptions de droits de douane pour l'ECF ? Dans l'affirmative, veuillez joindre la pièce justificative.*

Oui, Le Niger dispose déjà de l'expérience dans le dédouanement après les deux premières années du CCEOP 1, chaque année une demande d'exonération est adressée au ministère des finances, qui livre le document d'exonération des douanes utilisé pour faciliter les transactions douanières au cours de l'enlèvement des équipements (Cf annexe : 12_Lettre d'Exonération ECF). L'équipe PMT assure le suivi de la mise en œuvre avec les prestataires retenus (Yandalux pour Vestfrost, Assist Niger pour Surechill et Prima Froid pour Haier).

PARTIE D : PHASE DE SOUTIEN INITIAL⁸

Cette **phase de soutien initial (approx. Années 1 et 2)** est conçue pour répondre aux besoins urgents en ECF qui contribueront à la réalisation durable en matière de couverture et d'équité, de protéger les stocks de vaccins, à compléter les investissements dans les autres « fondamentaux », à mettre en œuvre, de façon pérenne, l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.

	Les budgets ne comprennent pas les coûts opérationnels. Les coûts opérationnels doivent être financés par le ministère de la Santé ou les autres partenaires.
---	---

	Des informations complémentaires sur les demandes de plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, de choix de l'équipement et de plan de déploiement stratégique sont indiquées à l'annexe 3 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, disponibles sur http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/
---	--

9. Besoins en ECF prioritaires (urgents) (3 pages maximum)

Fournissez des informations relatives à **2 à 4 besoins en ECF prioritaires (urgents)**, telles que répertoriées dans le « plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement ».

Pour chaque besoin prioritaire (urgent), merci de fournir les informations suivantes :

1. **Le besoin** : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis ; quantité d'appareils.
2. **Justification** : raisons du besoin urgent (par ex. zone de couverture en ECF et/ou en vaccination faible (Penta3), obstacles en matière de parité, population mobile, etc.) ; couverture actuelle en ECF et en vaccination (Penta3) dans la zone de la population.
3. **Résultat escompté** : augmentation anticipée de la couverture en ECF et en vaccination (Penta3) ; progrès anticipé vis-à-vis d'une inégalité identifiée (décrivez, conformément au cadre de performance du pays).
4. **Budget total ECF** : comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays

Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°1

Le besoin	Pour la mise en œuvre du CCEOP 2, le Niger ne le fera pas en deux phases (Phase de soutien initial et Phase de soutien accru) car les deux années en cours de réalisation du CCEOP1 ont déjà pris en compte la phase de soutien initial.
------------------	--

⁸ Les pays sont invités à demander pour tous leurs besoins, quels que soient le plafond d'investissement conjoint de Gavi pour la plateforme d'optimisation d'équipement de la chaîne du froid et la disponibilité des fonds. Il est toutefois important d'informer de quelle manière la plateforme contribuera à la satisfaction des besoins en ECF

Le Tableau ci-dessous présente la synthèse des besoins de la soumission CCEOP 2.

Désignation	Modèle	Quantité/ nombre
Réfrigérateurs	HTC 110 SDD	238
	HTCD 160 SDD	137
Congélateurs	HTD 40 SDD	52
Régulateur de tension électrique		0
Fridge – Tag 2		0

La justification

En ce qui concerne les réfrigérateurs, 238 réfrigérateurs HTC 110 SDD et 69 réfrigérateurs HTCD 160 SDD, seront destinés aux points de prestations.

Selon les résultats de l'inventaire réalisé en 2020 et la prise en compte des ECF prévus dans le CCEOP 1 il se dégage un gap résiduel de 307 points de prestations à équiper en réfrigérateurs.

En ce qui concerne les dépôts des districts, ils seront équipés des réfrigérateurs 68 réfrigérateurs HTCD 160 SDD et 52 congélateurs HTD 40 SDD

La mise en œuvre du CCEOP 1 a révélé que 22 dépôts des Districts sanitaires avec un réseau électrique Isolé fonctionnant sur groupe électrogène font face à une difficulté de basse tension n'atteignant pas les 220 V. Ils représentent 28% des 72 districts que compte le pays DS Torodi, DS Bankilaré, DS Banibangou, DS Tesker, DS Falmey, DS Ayerou, DS Abala, DS Tassara, DS Tillia, DS Bagaroua, DS Mayahi, DS Bermo, DS Belbéji, DS Damagaram-Takaya, DS Takeita, DS Dungas, DS Iférouane, DS Aderbissinat, DS Ingall, DS Goudoumaria, DS N'gourti, DS Bosso).

Face à cette difficulté le pays préfère doter ces 22 districts Sanitaires en 3 à 4 réfrigérateurs solaire de grande capacité et 2 à 3 congélateurs solaires afin de faciliter la mise en œuvre du plan d'urgence en cas de rupture de la chaîne du froid.

En effet, tous les équipements installés dans le cadre du CCEOP 1 pour ces districts sont des équipements électriques qui ne fonctionnent qu'à l'aide des stabilisateurs qui, pendant les périodes de grandes chaleurs, doivent être réglés pour libérer la tension requise pour le fonctionnement des ECF.

Pour faire face à cette difficulté, et disposer d'un plan d'urgence pendant les périodes de chaleur, le pays prévoit dans cette soumission de CCEOP 2 l'acquisition des ECF solaires.

Cependant il existe d'autres districts sanitaires (Bilma, Tchintabaraden, Arlit, Nguigmi, Filingué, Téra), à plus de 100km du chef-lieu de leurs régions dont l'accessibilité est difficile à cause de l'état de la route et de l'insécurité. Ces districts seront également dotés en 2 à 3 réfrigérateurs solaires et 1 à 2 congélateurs solaires pour notamment ramener leur période d'approvisionnement à 2 mois.

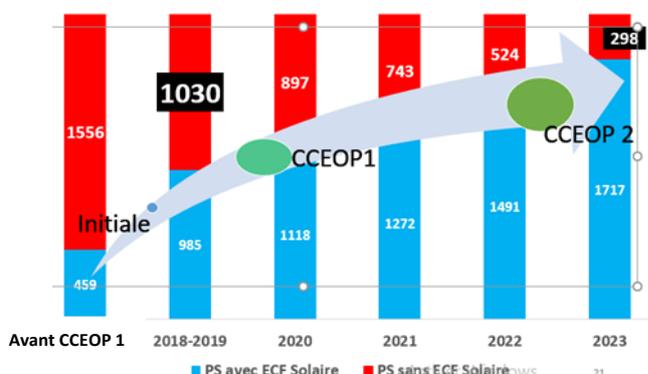
**Le
résultat
escompté**

La mise en œuvre du CCEOP 1 nous a déjà permis d'atteindre un certain nombre de résultats et d'autres améliorations se dessinent en perspectives, on peut noter :

a) Progression de la couverture en ECF homologués aux points de prestation : l'inventaire d'avril 2020 a montré que sur 2015 points de prestation répertoriés :

- ✓ 985 points de prestation sont équipés en réfrigérateurs homologués
- ✓ 743 points de prestation ne sont pas équipés en réfrigérateurs (extension)
- ✓ 287 points de prestation sont équipés en réfrigérateurs non homologués (remplacement)

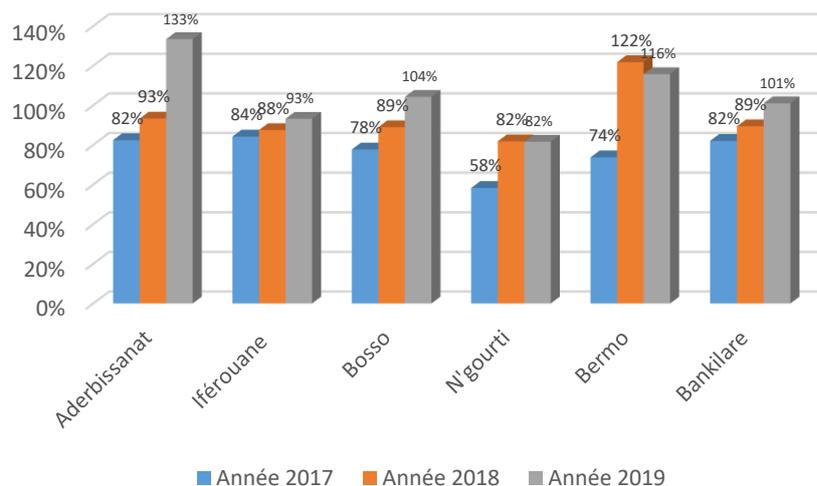
Il se dégage alors un gap de 1030 sites (équipements) nécessitant une extension (743) et un remplacement (287) Notez que cet inventaire a pris en compte les équipements mis en place lors de la première année de CCEOP 1. Les quatre années restantes du CCEOP 1 s'étendent de 2020 à 2023 et permettront d'acquérir 732 réfrigérateurs solaires (de l'année 2 à l'année 5). Il se dégagera alors un gap résiduel de 298 sites à équiper au niveau des points de prestation. Le CCEOP 2, objet de la présente soumission, nous donne l'opportunité de couvrir ce gap résiduel.



En outre comme évoqué dans le rapport de l'inventaire la liste de cases de santé répertoriées n'est pas exhaustive (cfr Annexe 09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport, pg 05). La liste des cases de santé reste dynamique, elle pourra changer en fonction de l'intégration de services de vaccination qui est tributaire à l'affectation d'un personnel qualifié et du matériel (cfr Annexe 09_NIGER CCE Inventory 2020 Rapport, pg 23). A cet effet le pays prévoit d'acquérir 9 équipements supplémentaires afin de répondre à ce besoin.

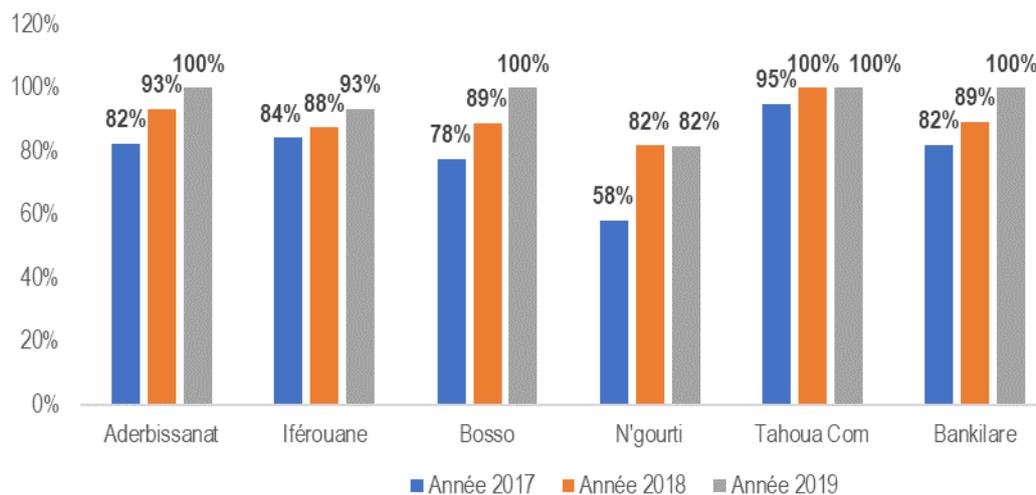
En somme d'ici 2023, le pays prévoit d'acquérir 307 équipements pour les points de prestation.

b) Amélioration de la couverture vaccinale et de l'équité :



Graphique de couverture en **DTC-HepB-Hib1** de 2017 à 2019

La mise en œuvre de l'année 1 du CCEOP a contribué à l'amélioration des couvertures vaccinales (accessibilité) et de l'équité dans 6 nouveaux districts sanitaires issus de la politique de redécoupage et situés dans des zones désertiques et en insécurité comme l'indique le graphique ci-dessus. Notez que tous les dépôts ces 6 districts nouvellement créés n'avaient pas d'ECF avant la mise en œuvre du CCEOP et étaient obligés d'approvisionner leurs aires de santé à partir du district mère.



Graphique de couverture en **DTC-HepB-Hib1** de 2017 à 2019

D'autres districts bénéficiaires de la dotation au niveau des dépôts des districts ont vu aussi leur couverture vaccinale s'améliorer.

Avec la poursuite du CCEOP 2, le pays atteindra les performances suivantes :

- 100% des équipements non homologués seront remplacés ;
- 100% des points de prestation qui vaccinent seront dotés en ECF ;
- 100% des districts connectés sur groupes électrogènes seront dotés en ECF solaires de grande capacité ;
- 100% des réfrigérateurs seront dotés de fridge Tag 2^E
- Amélioration de la couverture vaccinale et de l'équité ;
- Réduction de la morbidité et mortalité des maladies évitables par la vaccination.

Le budget total ECF	\$ 2,122,046
----------------------------	---------------------

<i>Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°2</i>	
Le besoin	NA
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	
<i>Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°3</i>	
Le besoin	NA
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	
<i>Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°4</i>	
Le besoin	NA
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	
BUDGET ECF GÉNÉRAL TOTAL : Soutien initial (années 1 et 2)	\$ 2,122,046

10. Résumé PHASE DE SOUTIEN INITIAL plan de remplacement/réhabilitation, expansion et extension

Tous les pays doivent remplir cette section afin de renseigner le nombre d'équipement et de sites dont les équipements de la plateforme remplaceront/réhabiliteront, épandront ou étendront la chaîne du froid en fonction des objectifs du pays. Les données renseignées dans le tableau ci-dessous doivent être alignées avec celles dans la section 9 ci-dessus et aux autres sections du formulaire.

	Remplacement/Réhabilitation				Expansion		Extension	
	Sites existants ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Sites existants ayant équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Equiper les sites existants avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante		Equiper les sites existants et nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme	
	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites
	0	0	0	0	120	28	307	307
Total	0	0	0	0	120	28	307	307

11. Activités en cours ou prévues concernant d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien initial

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrivez les activités prévues ou en cours relatives à d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien initial, y compris leurs sources de financement. Les réponses à cette section doivent être en lien avec le plan d'amélioration de la GEV.

Gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement

Décrivez toutes les actions en cours ou prévues visant à améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.

En termes d'actions réalisées ; en 2018 les cadres du niveau central et régional ont été formés comme formateurs en Gestion Efficace des vaccins et sur l'utilisation des outils SMT, Viva et DVD-MT. Ensuite, en 2019 cette formation a été réalisée en faveur des cadres des districts et des acteurs au niveau des CSI avec l'appui de l'UNICEF.

En termes d'actions prévues, dans le RSS 3 les activités suivantes sont planifiées :

- ✓ 5.15 Assurer le stage de formation de 2 techniciens du niveau central de la DI et de SERMEX auprès des fabricants des équipements de la chaîne du froid
- ✓ 5.16 Former chaque année 25 cadres en logistique de la vaccination délocalisée
- ✓ 5.17 Former 30 (8 DRSP, 8 Coordinateurs Régionaux des Immunisations, 14 cadres de la DI) cadres du niveau national et régional sur le CCL (chaîne du froid, Gestion des vaccins, Tenue des outils SMT et Viva)
- ✓ 5.23 Former 72 Coordinateurs Départementaux des Immunisations (CDI) et 72 Techniciens Polyvalent de Maintenance (TPM) en utilisation des équipements de suivi, contrôle de température de la chaîne du froid et maintenance informatique

Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et

Depuis 2017, la DI avec l'appui de l'UNICEF a entrepris une étude d'analyse de la disponibilité, de la qualité et de l'utilisation des données de la chaîne d'approvisionnement pour identifier les lacunes et déterminer les actions. L'analyse a abouti à un plan d'action détaillé. La mise en œuvre de ce plan a permis à ce jour l'extension de l'utilisation du SMT du

<p><i>exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.</i></p>	<p>niveau central aux districts, l'utilisation de l'outil Viva, la remontée mensuelle des données des stocks des vaccins au niveau des districts et régions, ce qui améliore la visibilité dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>En perspective pour améliorer davantage la qualité et la disponibilité des données de la chaîne d'approvisionnement, il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude sur le système informatique de gestion des données logistiques (eLMIS) avec l'appui de l'UNICEF en cours - 5.26 la conduite de la phase pilote de l'utilisation du Rover Ink dans les CSI des DS de Bouza et Bermo pour la collecte des données dans le RSS3
<p>Conception optimisée et efficace du système de distribution</p> <p><i>Décrivez toutes les activités en cours ou prévues relatives à l'optimisation du système de distribution, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>En 2016, un atelier d'introduction à la modélisation a été organisé, à l'issue de cet atelier une collecte des données dans les régions d'Agadez et de Tahoua a été organisée afin d'évaluer la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>En 2020, les résultats de cette évaluation ont été partagés et une feuille de route a été élaborée. Le financement des activités de cette feuille de route est programmé dans le RSS 3. Pour les détails, voir en annexes le rapport et la feuille de route.</p>
<p>Processus d'amélioration continue</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Depuis la mise en place de l'évaluation GEV comme une initiative conjointe de l'UNICEF et de l'OMS ; Le Niger avait déjà conduit deux évaluations GEV respectivement en 2011 et 2014 avec l'ancien outil d'évaluation GEV 1 comme support. En 2019, le Niger a conduit une auto-évaluation GEV en guise de préparation de l'évaluation externe. L'évaluation externe vient d'être réalisée en 2020 dont le rapport est en annexe.</p> <p>En perspective</p> <p>Le pays a prévu dans le RSS 3, des activités permettant la poursuite de ces évaluations et la mise en œuvre des plans d'amélioration qui en découlent.</p> <p>5.40 Contribution à la mise en œuvre du plan d'amélioration de la gestion efficace des vaccins issus des résultats de la GEV externe prévue en 2019 mais conduite en 2020 au Niger</p>

Surveillance de la température

Décrivez les dispositifs de surveillance de la température actuellement disponibles dans le pays. Par ex., niveau central (CTMS), niveaux sous-nationaux, niveaux de distribution et de services les plus faibles (30 dispositifs DTR et RTM) et pendant le transport (freeze tags - surveillance électronique de la température des marchandises sensibles au gel)

Décrivez également les mesures en place pour :

a) obtenir les données de température des différents dispositifs ;

b) interpréter les alertes de température suivantes (maintenance curative) ;

c) en cas de dispositifs RTM, merci de fournir des précisions sur les procédures opératoires normalisées (SOP) pour chaque intervenant dans le système de surveillance de la température ; et

d) Les pays souhaitant acquérir ses outils devraient démontrer que les coûts récurrents à leur utilisation, tels que les RH, la transmission des données et leur analyse, seront pris en compte et renseigner dans cette section.

Actuellement les dispositifs de monitoring à distance de température (Beyond Wireless) sont installés sur toutes les chambres froides du niveau central et des régions respectivement depuis 2016 et 2019.

- a) Pour obtenir les données de température, le système permet un enregistrement des températures continu avec envoi des messages d'alertes par SMS et email aux différents récipiendaires des prises d'actions conformément au problème survenu.
- b) En termes d'interprétation des alertes de température : Le responsable qui reçoit les alertes prend les premières dispositions urgentes. A la fin de chaque mois un rapport de monitoring des températures des chambres froides est produit et intégré au rapport d'analyse du SMT national assorti des actions prises. Ce rapport est partagé avec tous les partenaires.
- c) Concernant les procédures opératoires du RTMD en place, le pays dispose de guide d'utilisation du système Beyond mis en place. Les gestionnaires des chambres froides à tous les niveaux ont été formés à son utilisation.
- d) Les couts récurrents liés au fonctionnement de BEYOND sont pris en compte dans RSS3 et par l'UNICEF.

Au niveau des districts et des points de prestation, les dispositifs d'enregistrement continu de température DTR 30 jours sont utilisés.

- a) Pour obtenir les données de température : Les fiches de relevé de température sont renseignées 2 fois par jour
- b) En termes d'interprétation des alertes de température : les températures hors la plage normale sont objet d'actions nécessaires. Un rapport de monitoring de température est produit mensuellement dans lequel sont notifiés les

	<p>températures extrêmes les alarmes et les actions entreprises en cas de problème.</p> <p>c) Les procédures d'utilisation des Fridge Tag 2^E sont disponibles et les utilisateurs ont été formés.</p> <p>d) Concernant l'acquisition de Fridge Tag 2^E, chaque ECF est fourni avec un fridge Tag 2^E</p> <p>L'usage des freeze tags est en cours pour le transport des vaccins à tous les niveaux.</p> <p>En perspective, le Niger a prévu dans le RSS 3 les activités suivantes qui permettront de renforcer davantage la surveillance de température</p> <ul style="list-style-type: none">✓ 5.19 Réaliser l'inventaire physique des équipements de la chaîne du froid✓ 5.30 Acquérir et installer les équipements de surveillance de température à distance dans les 72 districts
--	---

PARTIE E : PHASE DE SOUTIEN ACCRU

La seconde phase de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF aura lieu à partir de la troisième année et au-delà. Cette phase devra prendre en compte les besoins additionnels en équipements de la chaîne du froid dans le cadre de l'optimisation et de la pérennisation de la chaîne d'approvisionnement.

	<p>Les budgets ne comprennent pas les coûts opérationnels. Les coûts opérationnels doivent être financés par le ministère de la Santé ou les autres partenaires.</p>
---	---

12. Besoins en ECF prioritaires (complémentaires) (3 pages maximum)

Fournissez des informations relatives à **2 à 4 besoins en ECF prioritaires (complémentaires)**, telles que répertoriées dans le « plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement ».

Pour chaque besoin prioritaire (complémentaire), merci de fournir les informations suivantes :

1. **Le besoin** : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis ; quantité d'appareils.
2. **La justification** : raisons du besoin urgent (par ex. zone de couverture en ECF et/ou en vaccination faible (Penta3), obstacles en matière de parité, population mobile, etc.) ; couverture actuelle en ECF et en vaccination (Penta3) dans la zone de la population.
3. **Le résultat escompté** : augmentation anticipée de la couverture en ECF et en vaccination (Penta3) ; progrès anticipé vis-à-vis d'une inégalité identifiée (décrivez, conformément au cadre de performance du pays).
4. **Le budget total ECF** : comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 1 :

Le besoin	Le CCEOP 2 en cours de soumission ne comprendra pas une phase de soutien initial et une phase de soutien accru. Il s'exécutera en une seule année.
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 2 :

Le besoin	
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 3 :	
Le besoin	
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	
Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 4 :	
Le besoin	
La justification	
Le résultat escompté	
Le budget total ECF	
BUDGET ECF GÉNÉRAL TOTAL :	
« Soutien accru » (années 3, 4 et 5)	

13. Résumé PHASE DE SOUTIEN ACCRU plan de remplacement/réhabilitation, expansion et extension

Tous les pays doivent remplir cette section afin de renseigner le nombre d'équipement et de sites dont les équipements de la plateforme remplaceront/réhabiliteront, élargiront ou étendront la chaîne du froid en fonction des objectifs du pays. Les données renseignées dans le tableau ci-dessous doivent être alignées avec celles dans la section 9 ci-dessus et aux autres sections du formulaire.

	Remplacement/Réhabilitation				Expansion		Extension	
	Sites existants ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Sites existants ayant équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Equiper les sites existants avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante		Equiper les sites existants et nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme	
	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites
Total								

14. Activités en cours ou prévues en matière d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien accru

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrivez les activités prévues ou en cours en matière d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien accru, y compris leurs sources de financement. Les réponses à cette section doivent être en lien avec le plan d'amélioration de la GEV.

Gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement

Décrivez toutes les actions en cours ou prévues visant à améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.

Actions en cours	Sources de financement	Commentaires
Actions prévues		

Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement

Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.

Actions en cours relatives aux données de gestion de la chaîne d'approvisionnement	Sources de financement	Informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins			Commentaires		
		Central	Régional	District	Central	Régional	District

<p>Conception optimisée et efficace du système de distribution</p> <p><i>Décrivez toutes les activités en cours ou prévues relatives à l'optimisation du système de distribution, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>							
<p>Processus d'amélioration continue</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>							
<p>Surveillance de la température</p> <p><i>Décrivez la façon dont le système de surveillance de la température va évoluer. Quels sont les dispositifs qui seront utilisés ?</i> <u><i>Décrivez également les mesures en place pour :</i></u></p> <p><i>a) obtenir les données de température des différents dispositifs ;</i></p> <p><i>b) interpréter les alertes de température suivantes (maintenance curative) ;</i></p> <p><i>c) en cas de dispositifs RTM, merci de fournir des précisions sur les procédures opératoires normalisées (SOP) pour chaque intervenant dans le système de surveillance de la température ; et</i></p> <p><i>d) Les pays souhaitant acquérir ses outils devraient démontrer que les coûts récurrents à leur utilisation, tels que les RH, la transmission des données et leur analyse, seront pris en compte et renseigner dans cette section.</i></p>							

PARTIE F : MODELE DE BUDGETISATION

Cette section indique le nombre d'appareils demandés et le budget correspondant. Le CEI estimera un montant d'investissement maximal (et le nombre indicatif d'appareils) correspondant à la demande de soutien pour sa recommandation d'approbation et la décision ultérieure de Gavi.

Cependant, le nombre d'appareils, en consultation avec le secrétariat et les partenaires nationaux, peut être modifié lors de l'établissement du plan opérationnel détaillé, qui fait suite à la proposition de plateforme et le soutien peut varier dans les limites du montant maximal accordé.

Les budgets doivent être saisis dans le modèle de budget attaché et faire référence aux **directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, au guide technologique de la plateforme d'optimisation de l'ECF, aux prix pré-budgétés de l'ECF et à l'outil d'analyses TCO (Total Cost of Ownership – Coût total de possession).**

15. Plateforme d'optimisation de l'ECF – Modèle de budget

À remplir par **TOUS** les pays après le choix de l'équipement qui répond au mieux à leurs besoins en ECF (modèle ou marque spécifique).

Les pays établiront leur budget à l'aide des prix PQS indicatifs et des estimations des ensembles de services correspondants (selon que l'équipement est sur ou hors réseau et en fonction des coûts estimés de l'ensemble de services).

Les fourchettes des prix pré-budgétés sont fournies dans ce modèle.

Comment remplir le modèle de budget : les pays doivent :

- Sélectionner le modèle d'équipement approprié de la liste des équipements. Cette liste est basée sur le « Type d'équipement et source d'énergie »
- Renseigner le « Coût indicatif des ensembles de services » ainsi que le « Nombre d'équipements »
- Dans les cellules **CA et CB** de la feuille « Choix du modèle spécifié d'ECF » (à droite du tableau « DEMANDE DE PLATEFORME D'OPTIMISATION TOTALE DE L'ECF »), les pays doivent renseigner leur 2^{ème} et 3^{ème} préférence pour chaque modèle sélectionner. Ses deux préférences doivent être de la même « Catégorie de la capacité en matière de stockage des vaccins en L » que leur modèle sélectionner. **Gavi, et les membres de l'Alliance notamment UNICEF, feront tout le nécessaire afin que les pays reçoivent les équipements de leur 1^{er} choix. Cependant, les délais de fabrication entre autres pourront résultats aux pays de recevoir un « cost estimates » pour leur 2^{ème} ou 3^{ème} choix.**

Le modèle de budget doit être envoyé en même temps que le formulaire dûment renseigné.

Budget pour les coûts supplémentaires et les frais d'approvisionnement de l'Unicef :

- **Coût supplémentaire :** un forfait de 7% additionnel sur la demande totale annuelle des pays a été intégré dans le modèle de budget. Ce montant sera utilisé par exemple pour prendre en compte du taux de change, de la variabilité budgétaire en matière d'équipements, des différences de coûts relatives aux ensembles de services, aux surestaries et aux coûts afférents, ou tout simplement la mise en œuvre du protocole de déviation. Ce montant sera retourné au pays si non utilisé.
- **Frais d'approvisionnement de l'UNICEF :** Les pays devront payer à l'UNICEF les frais d'approvisionnement annuel sur leur investissement conjoint uniquement. Ses

frais seront inférieurs ou égal à 8.5% de l'investissement conjoint du pays. Les pays sont encouragés à solliciter ce montant auprès du bureau pays de l'Unicef.

PARTIE G : CADRE DE PERFORMANCE

Les pays doivent inclure les **indicateurs de la plateforme d'optimisation de l'ECF** dans la demande de soutien ainsi que dans le cadre de performance actuel et/ou proposé au RSS de Gavi, après approbation de la proposition.

Selon leur contexte particulier, les pays doivent choisir les sources de données les mieux adaptées pour l'établissement de rapports sur la mise en œuvre du programme et les progrès par rapport aux objectifs établis. Ceci devrait être abordé avec les partenaires (qui peuvent fournir une assistance technique) et le secrétariat de Gavi.

Les mises à jour des rapports programmatiques et l'actualisation des indicateurs et objectifs feront partie du cadre de performance de Gavi et du processus annuel d'évaluation conjointe. Il est attendu que les pays définissent les indicateurs SMART (Spécifiques, Mesurables, Ambitieux, Réalistes, Temporels) pertinents à surveiller et à la lumière desquels ils rédigeront leurs rapports pour démontrer les résultats ou impacts intermédiaires.

16. Surveillance des indicateurs et exigences en matière de rapports

Au **minimum**, les pays doivent contrôler et établir des rapports, sur :

- **5 indicateurs de résultats intermédiaires OBLIGATOIRES ;**
- **1 indicateur de résultats intermédiaires OBLIGATOIRE si les pays s'approvisionnent en caissons réfrigérés qui protègent contre le gel et de porte-vaccins auprès d'un prestataire indépendant et**
- **1 à 3 indicateur(s) COMPLÉMENTAIRE(S) de résultats intermédiaires.**

Indicateurs OBLIGATOIRES de résultats intermédiaires (doivent inclure la valeur de référence, la source des données, les objectifs et la fréquence des rapports) :

- 1) **Remplacement/réhabilitation d'ECF dans les sites équipés** : pourcentage de sites existants (équipés ou non) ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) et équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux) ;
- 2) **Expansion d'ECF dans les sites équipés** : pourcentage de sites existants qui a besoin d'être équipé avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante ;
- 3) **Extension d'ECF dans les nouveaux sites les sites existants sans équipement** : pourcentage des nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme;

- 4) **Maintenance des équipements de chaîne de froid** : Indicateur défini proposé par pays pour refléter l'entretien adéquat de l'équipement ; par exemple le pourcentage d'établissements équipés d'une chaîne du froid opérationnelle,⁹ tel que démontré par le monitoring à distance de la température ;
- 5) **Ratio hors-gel/non hors-gel** : Proportion de glaciers/porte-vaccins hors-gel vs glaciers/porte-vaccins non hors-gel dans le pays

VEUILLEZ UTILISER LE TABLEAU CI-DESSOUS POUR COMPLETER LES INDICATEURS OBLIGATOIRES (veuillez noter que les indicateurs doivent être cumulatifs, où c'est approprié)

Indicateur (saisir le nom de l'indicateur tel qu'indiqué ci-dessus)	Définition (fournir une définition si aucune définition n'est spécifiée)	Source de données (identifier la source de données)	Périodicité (annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc.)	Valeur de référence (année) Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 1 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 2 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 3 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages
--	--	---	---	---	--	--	--

⁹ **Définition de l'indicateur** : $\% \text{ d'ECF opérationnel(s)} = (\# \text{ de dispositifs d'ECF opérationnels}) / (\text{nombre total de dispositifs d'ECF désignés pour utilisation})$. Les dispositifs d'ECF pris en compte pour cet indicateur comprennent tous les réfrigérateurs, les dispositifs de stockage passifs fixes, les chambres froides et les congélateurs désignés pour les séries de vaccins. Le numérateur et le dénominateur doivent être recueillis depuis la même zone géographique/période et ne doivent pas inclure les équipements hors service. La fonctionnalité de l'ECF est définie au sens large pour signifier que l'appareil est opérationnel, à un moment précis dans le temps, pour le stockage des vaccins.

Remplacement/réhabilitation d'ECF dans les sites équipés	<p>Pourcentage de Sites existants (équipés ou non) ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) et équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)</p>	Rapport d'inventaire	Annuel	<p>Numérateur =0 Dénominateur =0 Pourcentage</p>	<p>Numérateur Dénominateur Pourcentage</p>	<p>Numérateur Dénominateur Pourcentage</p>	<p>Numérateur Dénominateur Pourcentage</p>
Indicateur (saisir le nom de l'indicateur tel qu'indiqué ci-dessus)	Définition (fournir une définition si aucune définition n'est spécifiée)	Source de données (identifier la source de données)	Périodicité (annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc.)	Valeur de référence (année) Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 1 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 2 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 3 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages

Expansion d'ECF dans les sites équipés	<i>Pourcentage de sites existants qui a besoin d'être équipé avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante</i>	<i>Rapport d'inventaire</i>	<i>Annuel</i>	<i>Numérateur =0 Dénominateur =28 districts Pourcentage =0%</i>	<i>Numérateur =28 Dénominateur =28 districts Pourcentage =100%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
Extension d'ECF dans les nouveaux sites les sites existants sans équipement	<i>Pourcentage des nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme</i>	<i>Rapport d'inventaire</i>	<i>Annuel</i>	<i>Numérateur =0 Dénominateur =307 Pourcentage =0%</i>	<i>Numérateur =307 Dénominateur =307 Pourcentage =100%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
Maintenance des équipements de chaine de froid	<i>Pourcentage des équipements de chaine de froid qui sont fonctionnels</i>	<i>Rapport d'inventaire</i>	<i>Annuel</i>	<i>Numérateur =1960 Dénominateur = 2115 Pourcentage =93%</i>	<i>Numérateur =2387 Dénominateur =2542 Pourcentage =94%</i>		

Ratio hors-gel/non hors-gel	<i>Proportion de glacières/portevaccins hors-gel vs glacières/portevaccins non hors-gel dans le pays</i>	NA	NA	NA	NA		
------------------------------------	--	----	----	----	----	--	--

Indicateur(s) COMPLÉMENTAIRE(S) des résultats intermédiaires Les pays doivent suggérer 1 à 3 indicateur(s) de résultats intermédiaires pour le suivi de la performance de la remise en état, expansion, entretien et/ou autres fondamentaux de la chaîne du froid (y compris le référentiel, la source des données, les cibles et la fréquence des rapports).

Exemples d'indicateurs complémentaires de résultats intermédiaires :

1. **Statut opérationnel d'équipement de la chaîne du froid** : proportion d'ECF opérationnels et proportion de districts disposant d'au moins 90 % d'équipement fonctionnel ;
2. **Perte de flacons fermés** : proportion au niveau national, du district et de l'établissement ;
3. **Proportion de demande prévue** : proportion d'utilisation réelle par rapport aux prévisions (vaccins) ;
4. **Pleine disponibilité des stocks** : proportion des établissements/districts sans aucune rupture de stock ;
 - a. **Stocks conformes au plan** : pourcentage des établissements/magasins/districts ayant des stocks entre les niveaux de stock minimum et maximum ;
5. **Alertes de température** : fréquence et magnitude des alertes de chaleur et de froid, par période de surveillance (à savoir variation de température) et nombre de dispositifs d'ECF avec plus d'un certain niveau de variation de température ;
6. **Taux d'utilisation du tableau de bord des établissements de santé**, analyse et utilisation en temps opportun pour la prise de décision ;
7. **Livraison ponctuelle et complète** : proportion de commandes livrées dans leur intégralité et dans les délais **ou**
8. **Nombre de gestionnaires de santé formés et envoyés pour surveiller la chaîne d'approvisionnement et le taux d'activités de suivi signalées.**

VEUILLEZ UTILISER LE TABLEAU CI-DESSOUS POUR COMPLETER LES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES

Indicateur (saisir le nom de l'indicateur complémentaire)	Définition (fournir une définition si aucune définition n'est spécifiée)	Source de données (identifier la source de données)	Périodicité (annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc.)	Valeur de référence (année) Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 1 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 2 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 3 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages
Proportion de DS disposant d'un système	Nombre des districts utilisant le SMT sur le total de districts	Rapport d'activités	Annuel	Numérateur =72 Dénominateur	Numérateur =72 Dénominateur		

<i>électronique de gestion des stocks (SMT) de vaccins et consommables</i>				<i>=72</i> <i>Pourcentage =100%</i>	<i>=72</i> <i>Pourcentage =100%</i>		
<i>2.</i>							
<i>3.</i>							
<i>Ajouter des indicateurs supplémentaires ICI au besoin</i>							

PART H : GESTION DE PROJET

La mise en œuvre efficace et réussie de la plateforme dépend fortement de l'équipe de gestion de projet (PMT) dans le pays et cette équipe a besoin d'un gestionnaire. Ce responsable de projet, désigné par le ministère de la santé, devra :

- Mettre en place une équipe de gestion de projet (voir les TdR de l'UNICEF en matière de gestion des projets)
- Coordonner la planification, le déploiement et la surveillance des ECF
- Mobiliser les ressources nécessaires au projet
- Fournir des mises à jour au groupe de travail logistique national (GTLN)
- Coordonner avec toutes les parties prenantes, y compris le fournisseur et l'UNICEF
- Informer sur les déviations par rapport au plan de déploiement approuvé
- Gérer les risques

17. Gestion de projet

Le pays est invité à fournir les informations suivantes :

- a) Nom et coordonnées du gestionnaire de projet désigné par le ministère de la santé*
- b) Décrivez comment le gestionnaire de projet sera habilité et soutenu pour assurer la bonne mise en œuvre de la plateforme*

- a) Les détails du gestionnaire de projet sont présentés ci-dessous :
 - i. Prénom et Nom : Dr Souley Rabi Maitournam
 - ii. Titre : Directrice des Immunisations
 - iii. Direction des Immunisation :
 - iv. E-mail : mairabi@yahoo.fr
 - v. Cell phone : 00 (227) 96995878
- b) La Directrice des Immunisation est chargée du programme élargi de vaccination, dans la mise en œuvre du CCEOP, elle est soutenue par le groupe de travail logistique national (GTLN) tel que décrit à la section 4 page 7 du document de soumission.
- c) Par ailleurs, conformément à l'article 10 de l'Arrêté portant création du CCIA (cfr annexe 13_09_Arrêté _0578_CCIA_Niger), la commission logistique réunit tous les partenaires et acteurs de la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays. Elle est garante de la mise en œuvre effective de ce projet.

